

**Arrêté préfectoral n° 2025-3116 du 28 juillet 2025
abrogeant l'arrêté préfectoral n° 2024-3970 du 18 octobre 2024
portant mise en demeure de la société REVIVAL sise 53, rue Maurice Berteaux à La Courneuve (93120) de
respecter les dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des
substances per et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de
l'environnement relevant du régime de l'autorisation**

Le préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6 à L. 171-8, L. 172-1, L. 514-5, L. 557-10 et L. 557-54 à 58 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République du 6 novembre 2024 nommant Monsieur Julien CHARLES, préfet de la Seine-Saint-Denis ;

Vu le décret du président de la République du 9 décembre 2024 portant nomination de la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis – Madame Vanessa SEDDIK ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement (GIDAF) ;

Vu les arrêtés préfectoraux d'autorisation du 9 décembre 1993 et du 24 mars 2009, complétés par les arrêtés préfectoraux du 26 janvier 2007, du 20 novembre 2012, du 28 janvier 2013 et du 12 février 2019, délivrés à la société REVIVAL exploitant une installation de tri et de valorisation de déchets au 53, rue Maurice Berteaux à La Courneuve (93120) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024-3970 du 18 octobre 2024 portant mise en demeure de la société REVIVAL sise 53, rue Maurice Berteaux à La Courneuve (93120) de respecter les dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-0001 du 6 janvier 2025 donnant délégation de signature à Madame Vanessa SEDDIK, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis, secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement chef-lieu ;

Vu la transmission des résultats des campagnes d'analyse PFAS et la déclaration des données sur GIDAF par l'exploitant le 26 février 2025 ;

Vu le courrier électronique de l'inspection des installations classées du 11 juillet 2025 actant que l'exploitant a répondu aux demandes de l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité ;

Considérant que l'exploitant a transmis les résultats des campagnes d'analyse PFAS et a déclaré ses données sur GIDAF ;

Considérant que l'exploitant a répondu aux demandes de l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité le 26 février 2025 ;

Considérant qu'il y a donc lieu d'abroger l'arrêté préfectoral n° 2024-3970 du 18 octobre 2024 de mise en demeure pris à l'encontre de la société REVIVAL sise 53, rue Maurice Berteaux à La Courneuve (93120) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

A R R Ê T E

Article 1 – Généralités : L'arrêté préfectoral n° 2024-3970 du 18 octobre 2024 de mise en demeure pris à l'encontre de la société REVIVAL sise 53, rue Maurice Berteaux à La Courneuve (93120) est abrogé.

Article 2 – Notification : Le présent arrêté sera notifié à la société REVIVAL par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 3 – Publicité : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-Saint-Denis.

Il sera également publié sur le site internet de la préfecture pour une durée d'au moins deux mois et au plus de cinq ans, à l'adresse suivante : <https://www.seine-saint-denis.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-paysage-risques-naturels-et-technologiques-bruit-nuisances-publicite/1-Installations-classees-pour-la-protection-de-l-environnement/Arretes-prefectoraux-de-sanction>

Une copie du présent arrêté sera adressée à la mairie de La Courneuve pour information.

Article 4 - Voies et délais de recours : 1° - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être contestée dans le délai de deux mois prévu à l'article R. 421-1 du code de justice au tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig, 93100 Montreuil :

- soit au moyen de l'application « TELERECOURS » à l'adresse suivante : <https://telerecours.fr>,
- soit en y déposant directement un recours.

2° - Le demandeur peut préalablement saisir d'un recours gracieux le préfet de la Seine-Saint-Denis ou d'un recours hiérarchique la ministre de la Transition écologique, de l'Energie, du Climat et de la Prévention des risques. Cette démarche prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1°.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 5 – Exécution de l'arrêté : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis et la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,